



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 09/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SMURFIT KAPPA FRANCE

5 avenue du Général de Gaulle
94160 Saint-Mandé

Références : XB/FD/E/2024
Code AIOT : 0005501702

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté Zone de Caradec - 56120 Guégon. L'inspection a été annoncée le 15/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif pour la DREAL est de s'assurer de la mise en œuvre des moyens d'intervention définis par l'exploitant suite à l'inspection réalisée le 13 janvier 2022, sur le thème « Risques incendie - Stratégie de défense incendie » tels que formalisés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 14/11/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- Zone de Caradec - 56120 Guégon
- Code AIOT : 0005501702
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Smurfit Kappa Group est une entreprise de fabrication d'emballages à base de papier. Le site, objet du présent rapport, fabrique des emballages cartons. Il est situé en bordure immédiate de la rivière Oust sur la commune de Guégon.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 2.2	Sans objet
3	risque incendie	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats montrent le respect des prescriptions contrôlées sauf pour ce qui concerne l'installation de la citerne souple n° 2 qui était prévue durant le premier semestre 2024 et a dû être reportée au second semestre 2024, avant l'exercice de défense contre l'incendie programmé au second semestre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, moyens (ex 7.2.3 de l'APA du 23/6/2005)
Prescription contrôlée : Pour palier au risque, l'établissement est pourvu des moyens d'intervention détaillés ci dessous : <ul style="list-style-type: none">- la citerne souple n° 1 de 250 m³ sera installée sur le parking durant le premier semestre 2023 ;- la citerne souple n° 2 de 470 m³ sera installée en bordure du cours d'eau face aux bobines durant le premier semestre 2024.

Constats :

La citerne n° 1 est installée et fonctionnelle.

La citerne n° 2 sera installée au second semestre 2024 et avant la réalisation de l'exercice incendie, objet de la fiche de constat n° 2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'extrait du registre incendie requis par la fiche de constat n° 2 précisera, dans les constats effectués durant l'exercice incendie, l'effectivité et l'effcience de la citerne n° 2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice incendie (ex 7.2.5 de l'APA du 23/6/2005)

Prescription contrôlée :

L'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au second semestre 2024 afin de s'assurer de la pertinence de la stratégie d'extinction avec les services du SDIS.

L'extrait du registre concernant l'exercice 2024 sera transmis à l'inspection des installations classées.

Constats :

Afin de programmer la réalisation de cet exercice incendie en coopération avec le SDIS 56 pour le mois d'octobre, l'exploitant a pris contact avec le responsable de la caserne de Josselin.

L'exploitant a été dirigé vers le service Prévention du SDIS afin de déterminer une date.

L'objectif est de faire réaliser à l'exploitant et ses opérateurs formés, notamment au moyen de la formation de la fiche de constat n° 3, un exercice complet en appliquant les procédures internes de l'entreprise.

Les représentants du SDIS seront présents sur place en tant qu'observateurs pour accompagner et conseiller le déroulement de cette opération.

Dans un second temps, une équipe de pompiers de la caserne de Josselin se rendra sur site vérifier et tester les réserves d'eaux incendie, fiche de constat n° 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les constats effectués durant l'exercice incendie seront formalisés au registre incendie de l'entreprise. Un extrait de ce registre devra être transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction (ex 8.5.3 de l'APA du 23/6/2005)

Prescription contrôlée :

Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin de protéger l'Oust qui borde le site, au moyen d'un volume de rétention de 1332 m³ et selon les moyens détaillés ci-dessous et dont le plan figurant en annexe permet la localisation :

- au Nord, l'obturation n° 1 et un muret de rétention isole le réseau d'eau pluviale ;
- au Sud Est, l'obturateur n° 2 et un mur de rétention isole le réseau d'eau pluviale ;
- au Nord Est une vanne d'obturation des eaux pluviales n° 3.

Le volume de rétention est assuré à l'Est au moyen d'une barrière souple.

Ces dispositifs sont installés au plus tard durant le premier trimestre 2023.

Constats :

L'inspecteur a constaté la présence de l'équipement de barrière souple prêt à installer. L'entreprise SMURFIT a choisi de s'équiper du système « Water Gate ® », protection d'urgence souple qui se remplit, se déploie et se stabilise automatiquement en recueillant les eaux utilisées lors d'un incendie.

Une formation réalisée par un formateur du fournisseur portant sur le fonctionnement et la mise en place du dispositif s'est déroulée le 04 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une attestation.

Cette formation a concerné 6 personnes, dont le responsable QSE de l'entreprise, et a permis d'élaborer les consignes précisant les modalités de mise en œuvre du dispositif de rétention du site.

L'exercice incendie évoqué dans la fiche de constat n° 2 permettra de s'assurer de l'efficacité des procédures internes de l'entreprise et de la bonne formation du personnel.

Type de suites proposées : Sans suite

